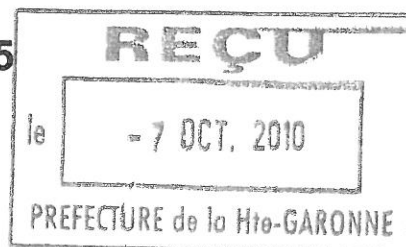


Gagnac-sur-Garonne  
Castelnest  
Aussenne Selh Saint-Alban  
Feneuillet Fonbeuzard Lamoquet  
Mondonville Desouzelle Ascanville  
Corneberrieu Blegnac L'Union  
Pibrec  
Grex Colomiers Belme Pin-Salma  
Toulouse  
Tournefeuille  
Saint-Orens  
Cugnaux

Villeneuve-Tolosane

# Plan Local d'Urbanisme

Approuvé par DCM le 18 octobre 2005



## 2 – NOTICE EXPLICATIVE

**2<sup>ème</sup> MODIFICATION**  
Approuvée par délibération  
du Conseil Communautaire le

30 SEP. 2010



Villeneuve-Tolosane

Publié par affichage

Le 07 OCT. 2010

et déposé à la préfecture

le 07/10/2010



Villeneuve-Tolosane

# Plan Local d'Urbanisme

Approuvé par DCM le 18 octobre 2005

## 2 – NOTICE EXPLICATIVE

### 2<sup>ème</sup> MODIFICATION

Approuvée par délibération  
du Conseil Communautaire le



Villeneuve-Tolosane



## SOMMAIRE :

**1 - Rappel.....**

**2 - Objectifs de la modification et dispositions retenues.....**

Nature	N°	Désignation	Parties modifiées	Page
Favoriser l'émergence d'un périmètre centre élargi	1-1	Création d'une orientation d'aménagement sur le secteur « Bergeronnettes »	Orientations d'aménagement	11
	1-2	Extension de la zone UA : règlement graphique.	Règlement graphique	13
	1-3	Adaptations du règlement	Règlement écrit Zone UA Articles 6, 7, 10	14
Poursuivre et renforcer la mise en œuvre des objectifs de mixité sociale	2-1	Poursuivre la mise en œuvre des objectifs de mixité sociale	Règlement écrit Zones UA, UB, UC, UD, AU Article 2	16
	2-2	Identifier un secteur de mixité sociale renforcée	règlements graphique et écrit Zones UA, UB, UC et AU Article 2	17
Adapter les règlements écrit et graphique aux évolutions communales	3.1	Modifier l'aménagement des accès en impasse	Règlement écrit Zones UA, UB, UC, UD, AU Article 3	20
	3.2	Expliciter l'impossibilité de réaliser de nouveaux accès privés en zone N	Règlement écrit Zone N Article 3	20
	4	Actualisation du schéma d'assainissement.	Règlement écrit Zone UD Articles 4 et 5	20
	5-1	Préciser la notion « d'emprises publiques autres que voirie »	Règlement écrit Toutes zones Article 6	21
	5-2	Augmenter la longueur maximale des constructions à usage d'activité à l'alignement	Règlement écrit Toutes zones Article 6	21
	5-3	Diminution du retrait par rapport aux voies en zone UA	Règlement écrit Zone UA Article 6	21
	6	Diversifier les possibilités d'implantation des constructions en limite séparative	Règlement écrit Toutes zones Article 7	22
	7	Harmoniser la règle définie à l'article 8 des zones UE et AU avec les autres zones :.	Règlement écrit Zones UE et AU Article 8	23
	8-1	Diversifier les possibilités de construction des clôtures.	Règlement écrit Toutes zones Article 11	24
	8.2	Autoriser l'implantation de dispositif liés à la production d'énergie renouvelable	Règlement écrit Toutes zones Article 11	24

9-1	Préciser les règles de stationnement pour les commerces et les bureaux	Règlement écrit Zones UA, UB Article 12	25
9-2	Préciser le champ d'application des règles de stationnement des vélos et des deux roues	Règlement écrit Toutes zones Article 12	25
10	Réduction des obligations de création d'espaces verts	Règlement écrit Toutes zones Article 13	26
11-1	Intégration de la zone AU1 dite de Bouyerous en zone U.	Règlement graphique	27
11-2	Intégration de la zone AU dite de Caminas en zone U.	Règlement graphique	27
11-3	Transfert de la zone AU à UC d'une languette de terrain .	Règlement graphique	28
12-1	Suppression de l'orientation d'aménagement du secteur Barradau	Orientations d'aménagement	29
12-2	Identification des secteurs faisant l'objet d'une orientation d'aménagement	Règlement graphique	29
13-1	Suppression de l'emplacements réservé n°31,	Règlement graphique et listes des emplacements réservés	29
13-2	Suppression de l'emplacements réservé n°3	Règlement graphique et listes des emplacements réservés	29
13-3	Suppression de l'emplacements réservé n°91 et n°92	Règlement graphique et listes des emplacements réservés	30
14-1	Modification du bénéficiaire de l'ER n°1	Listes des emplacements réservés	30
14-2	Extension de l'ER n°52.	Règlement graphique et listes des emplacements réservés	31
15	Création d'un emplacement réservé pour la réalisation d'une liaison cyclable vers la future ZAC de Las Fonces	Règlement graphique et listes des emplacements réservés	32
16	Correction d'une erreur matérielle	Règlement graphique	33
17-1	Prise en compte du plan de prévention des risques naturels	Règlement écrit Dispositions générales	34
17-2	Prise en compte du Plan d'Exposition aux Bruits de l'aérodrome de Toulouse Franczal	Règlement écrit Dispositions générales	34
17-3	Réglementation des démolitions	Règlement écrit Dispositions générales	34
18	Réglementation des constructions dans l'emprise de la servitude I4	Règlement écrit Zone UD Article 2	35

### 3 - La procédure.....

## 1 - Rappel

La commune de VILLENEUVE-TOLOSANE est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal du 18 octobre 2005.

Il a fait l'objet d'une procédure de modification approuvée par DCM du 31 janvier 2008.

Par arrêté préfectoral du 19 septembre 2008, la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse est devenue compétente en matière d'urbanisme et notamment de PLU et documents en tenant lieu. Dorénavant, elle est amenée à gérer tous les POS et PLU communautaires à l'échelle communale des 25 communes membres du Grand Toulouse.

Au 1er Janvier 2009, et par arrêté préfectoral du 24 Décembre 2008, la Communauté d'Agglomération du Grand Toulouse est devenue Communauté Urbaine. Dans ce cadre, et conformément aux dispositions de l'article L. 123-13 du Code de l'Urbanisme, elle lance le projet de 2<sup>ème</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villeneuve-Tolosane devenu « PLU du Grand Toulouse, commune de Villeneuve-Tolosane ».

Elle sera soumise à enquête publique ; du 07 juin au 09 juillet 2010 inclus ; par arrêté du Grand Toulouse du 03 mai 2010

## 2 – Objectifs de la modification et dispositions retenues

Depuis la date d'approbation du PLU et sa dernière modification, la commune a enregistré plusieurs évolutions dans son développement qui nécessite de revenir sur ce document .

Pour y répondre la modification porte sur 3 domaines :

- Favoriser l'émergence d'un périmètre centre élargi par l'évolution des règles d'urbanisme génératrices de configurations urbaines.  
Il s'agit du point 1 traité ci-après.
- Poursuivre et renforcer la mise en œuvre des objectifs de mixité sociale. Le règlement écrit est adapté à l'évolution du code de l'urbanisme (abrogation de l'article L123-2 et intégration d'un article L123-1-16), afin de maintenir l'obligation de réalisation de logements locatifs conventionnés bénéficiant d'un financement aidé de l'Etat, dans les opérations de plus de 400 m<sup>2</sup> de SHON incluant des logements.  
La commune et la Communauté Urbaine du Grand Toulouse souhaitent compléter cette disposition en renforçant l'exigence de construction de logements locatifs conventionnés dans certains secteurs de la commune, définis à partir de critères urbains.  
Il s'agit du point 2 traité ci-après
- Adapter le règlement aux évolutions de la commune : les modifications répondent, pour certaines, à des évolutions de la réglementation et, pour les autres, à l'observation de situations concrètes. Ces dernières ont amené la commune à réfléchir à des améliorations de certaines dispositions : harmonisation d'intitulés, clarification de rédactions, introduction d'un peu de souplesse...  
Il s'agit des points 3 et suivants traités ci-après.





## Point 1

La commune souhaite permettre la restructuration urbaine à l'intérieur d'un périmètre de centre ville élargi. Ce projet s'inscrit dans le cadre du P.A.D.D. communal (Cf. cartes pages suivantes). Cet aménagement concerne particulièrement l'avenue de Cugnaux dont la requalification a commencé il y a quelques années à partir de la place de la Paix. Celle-ci propose un aménagement urbain qui compose espace public et constructions. Par ailleurs sur cette avenue, des mutations ont commencé à partir d'une fusion de parcelles pavillonnaires. La construction d'un collectif avec commerce-service en rez-de-chaussée et logements aux étages, propose maintenant une véritable configuration d'avenue.

Par ailleurs, la commune, sur le secteur dit des Bergeronnettes a réalisé une étude pour lui permettre d'engager, sur cette emprise à forte dominante publique, une requalification et un renouvellement. Ainsi à terme, ce secteur proposera des équipements publics complémentaires à ceux existants déjà, de l'habitat avec notamment la volonté de construire à l'alignement le long du boulevard des écoles qui, à cette occasion, sera requalifié. Ces constructions disposeront en rez-de-chaussée de commerces et services. Cet aménagement qui présentera un front bâti sur le boulevard sera accompagné en cœur d'îlot d'une zone d'espaces verts, de sports, ainsi qu'un parking paysagé.

En vis à vis de ce secteur, de l'autre côté du boulevard, existe un tissu pavillonnaire peu dense, ne disposant pas d'une desserte en cœur d'îlot, dont l'évolution compte tenu de sa situation centrale, doit être maîtrisée pour participer à la réalisation de ce périmètre centre élargi. Pour cela, la commune souhaite engager une réflexion permettant de définir les orientations d'un projet urbain.





# Orientations générales P.A.D.D. Villeneuve-Tolosane

Version débat C.M. Du 30 mars 2004

2

POUR UNE VILLE OU IL FAIT BON VIVRE

## Développer un habitat mixte



A partir de restructurations urbaines dans le périmètre centre élargi

Et sur les territoires d'extensions futures :



De Densus



De Las Forses

## Adapter les équipements communaux au développement urbain

### Renforcer les équipements sociaux

- 1 Construction du Centre de Loisirs Sans Hébergement (C.L.S.H.)
  - 2 Aménagement du Centre Leyrisse en Maison des Associations
  - 3 Création de la Maison de la Solidarité
  - 4 Mise à niveau des structures d'accueil de la petite enfance
  - 5 Création d'une aire d'accueil des gens du voyage
- ### Créer et développer des espaces de loisirs
- 6 Création d'un espace de détente et de loisirs sur le secteur de Densus
  - 7 Réaménagement de l'Espace Pagnol et de ses abords
  - 8 Réaménagement du Majorat, de son jardin et de son parc
  - 9 Restructuration de l'espace sports et loisirs de la plaine et création d'un théâtre de verdure
  - 10 Construction d'une piscine intercommunale à la Ramée

## Développer le commerce et les services de proximité



Renforcer le commerce du centre ville le long des rues : Saint-Laurent / République / Cugnaux

## Requalifier et créer des espaces publics



Aménagement d'un parc urbain sur les secteurs de la terrasse et de la plaine.



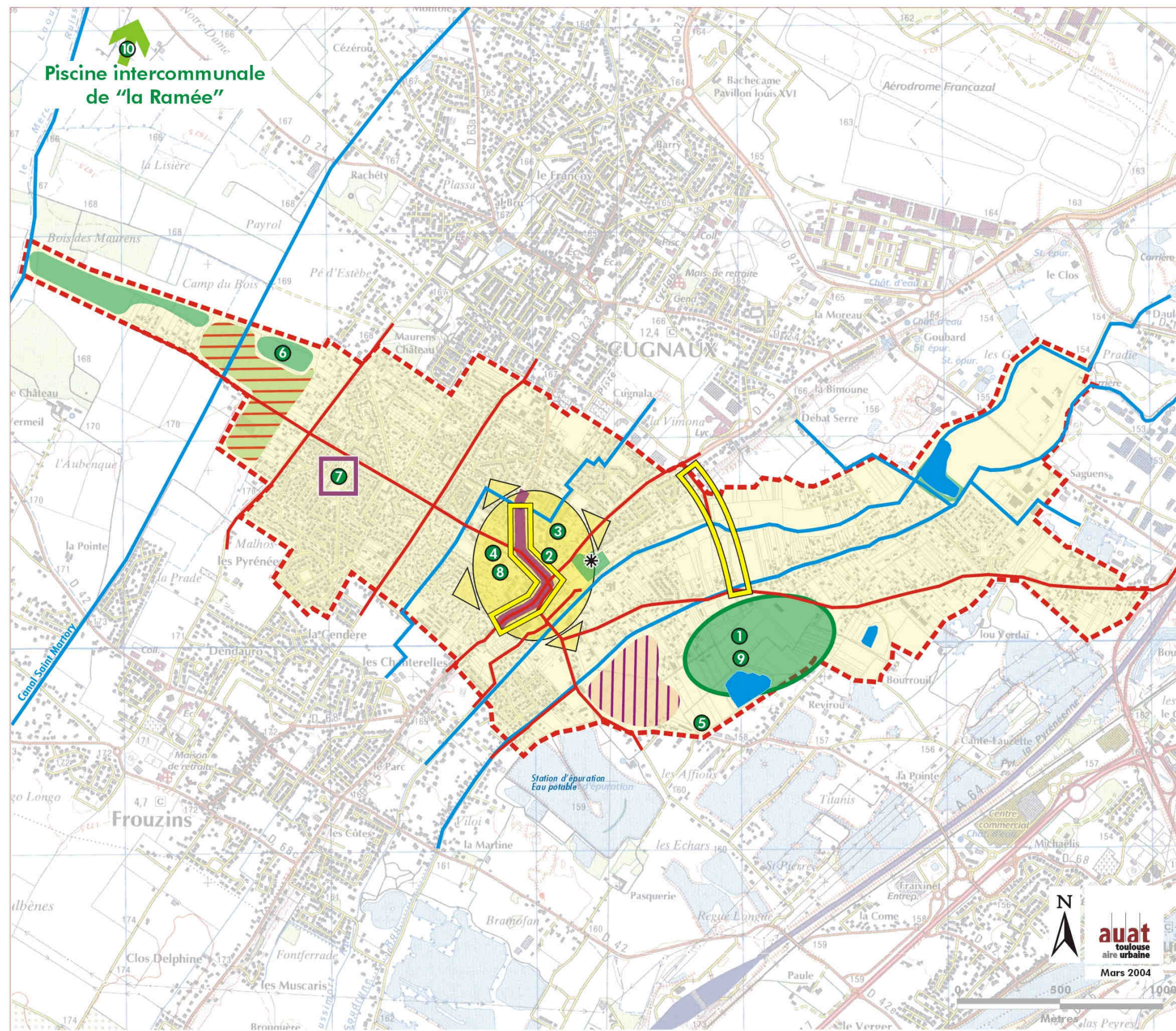
Réaménagement des abords de l'espace Marcel Pagnol



Aménagement des rues de l'axe commercial et du Chemin de la Vimouna

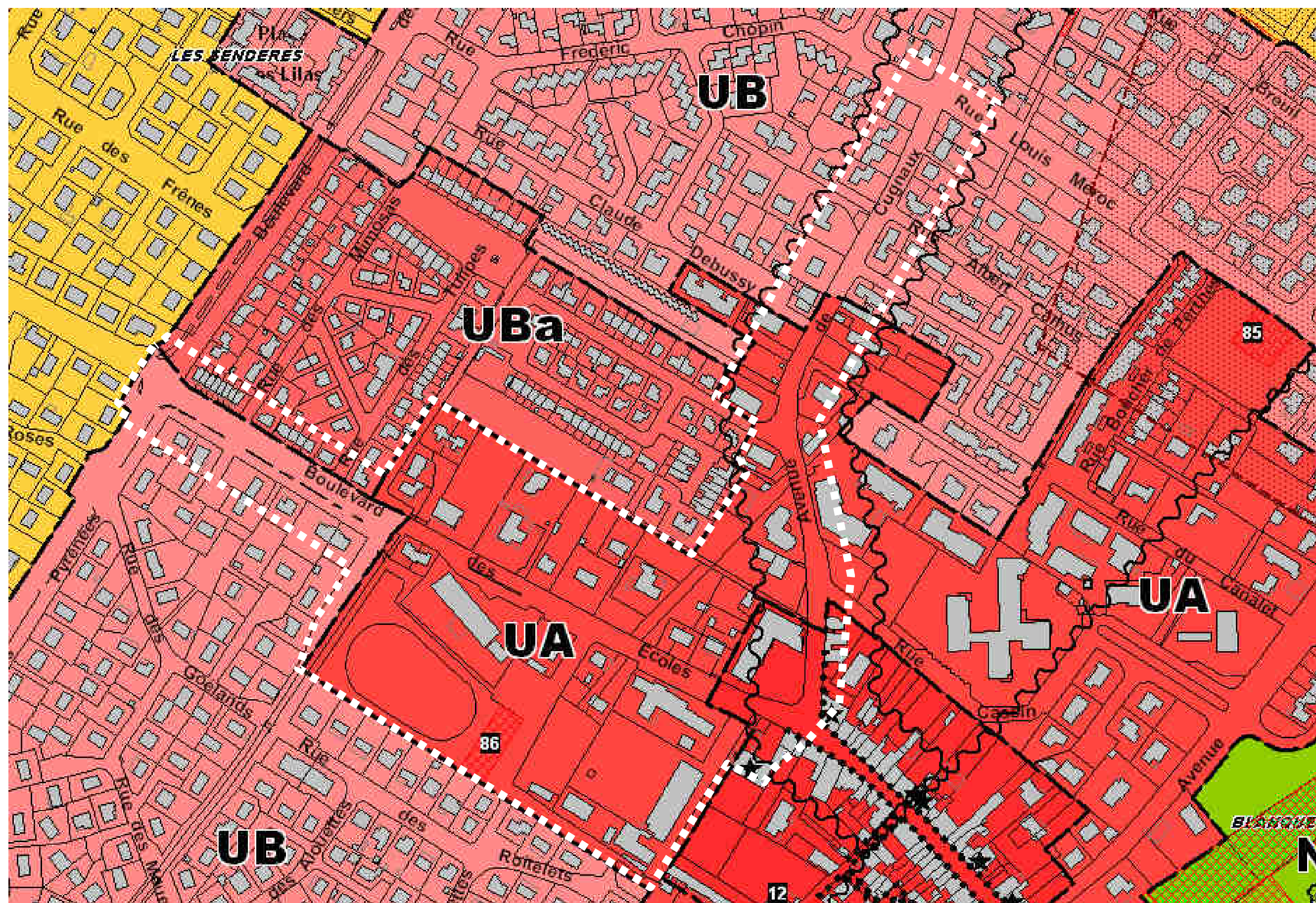


Aménagement de la margelle de Garonne accompagnant la liaison plaine-terrasse





LE SECTEUR DE PROJET DANS LE PLU OPPOSABLE : il se répartit en zones UA et UB du PLU





## LE SECTEUR DE PROJET : Ortophotoplan du secteur centre élargi





## ➔ **Objet 1-1 : Intégration d'une orientation d'aménagement**

Celle-ci permet d'afficher et de maîtriser les vocations de l'utilisation de l'espace sur le secteur des Bergeronnettes, les principes d'aménagement fonctionnels.

L'objectif est de garantir la cohérence du projet à l'échelle du secteur, notamment par la définition de prescriptions d'alignement de part et d'autre du boulevard des écoles afin de renforcer l'homogénéité avec l'avenue de Cugnaux.



# Commune de Villeneuve Tolosane

## Orientation d'aménagement du secteur "Bergeronnettes"



### VOCATIONS PRINCIPALES DES ESPACES

contours indicatifs

- Zone à vocation d'équipements
- Zone à vocation d'habitat et de commerces
- Zone d'espaces verts, de sports, de grands jeux et support de circulations douces
- Requalification des espaces publics liés à la circulation

### GRANDS PRINCIPES D'AMENAGEMENT

- Requalification urbaine de la rue des Bergeronnettes
- Espace public à aménager devant le groupe scolaire
- P Aires de stationnement
- Principe de plantations d'arbres à hautes tiges

### PRESCRIPTIONS D'URBANISME EN ZONE UA

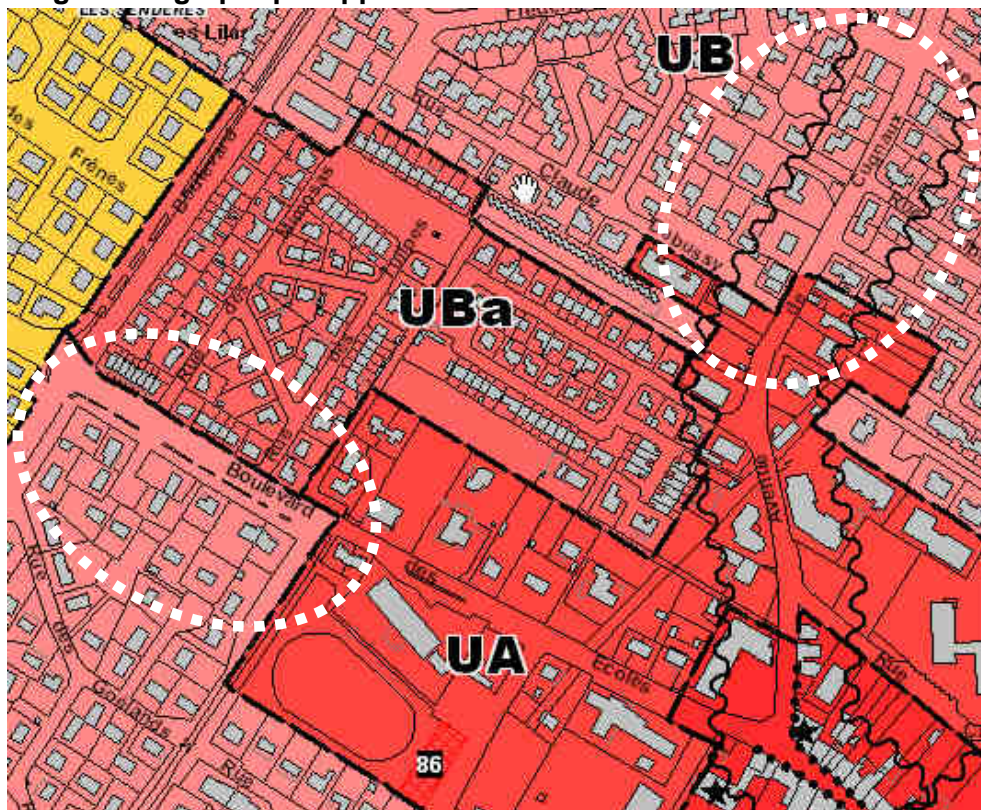
- Prescription d'alignement sur l'espace public et Prescription de hauteur limitée à 12 mètres et R+3 maximum
- Prescription d'alignement sur l'espace public et Prescription de hauteur limitée à 9 mètres et R+2 maximum



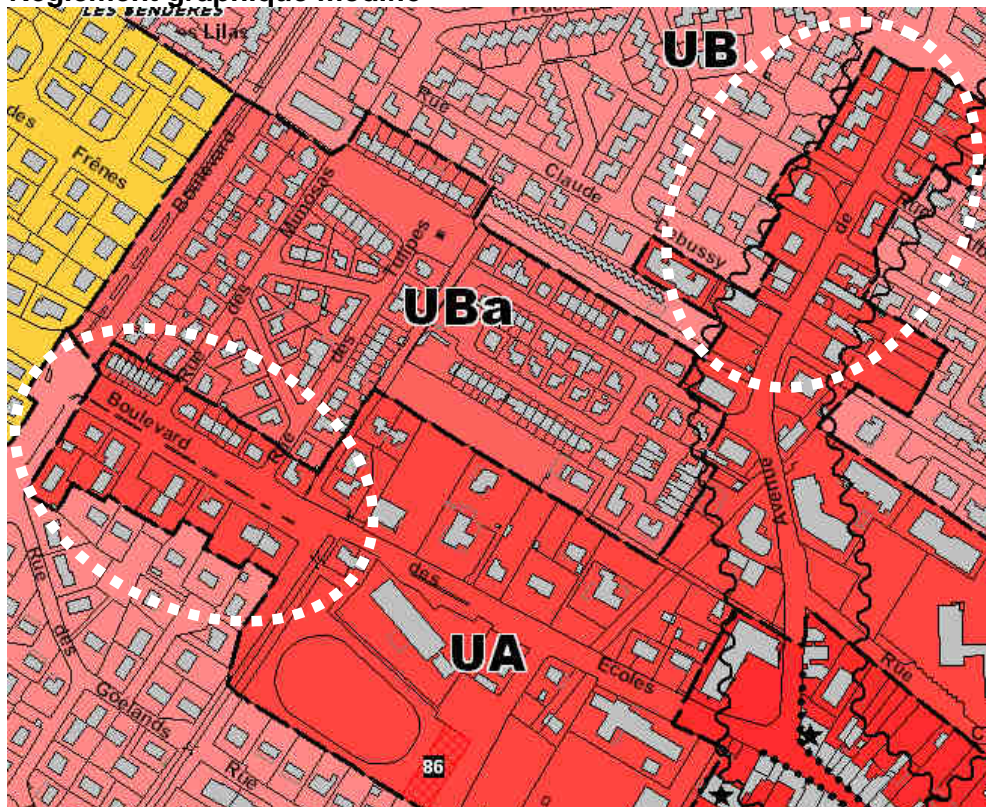
## → Objet 1-2 : Extension de la zone UA

Il est proposé d'élargir la zone UA le long de l'avenue de Cugnaux jusqu'à la rue Méroc , et le long du boulevard des Écoles jusqu'au boulevard des Pyrénées.

### Règlement graphique opposable



### Règlement graphique modifié





## → Objet 1-3 : Adaptation du règlement écrit

les modifications portent sur la zone UA qui recouvre, après modification du règlement graphique, l'ensemble du secteur constituant l'élargissement du centre.

L'objectif étant à travers une action sur les règles qui définissent l'alignement (article 6), la continuité du bâti (article 7), la hauteur (article 10), de favoriser une configuration urbaine (front bâti, hauteur, alignement).

### **ARTICLE UA 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES**

- 1 - Le long des voies repérées au document graphique par une légende spécifique toute construction doit être implantée pour tous ses niveaux, à l'alignement des voies et des emprises publiques.

Toutefois, des décrochements ou retraits peuvent être admis ou imposés, sans excéder 5 mètres par rapport à l'alignement pour des raisons liées à la conception du tissu urbain, notamment pour permettre une continuité avec une construction immédiatement voisine déjà existante, ou lorsque cette implantation apporte une amélioration au paysage urbain.

Dans le secteur couvert par l'orientation d'aménagement des Bergeronnettes, l'implantation des constructions nouvelles sera en compatibilité avec les indications portées dans ce document.

- 2 - Le long de l'avenue de Cugnaux, toute construction doit être implantée à une distance minimale de 3 mètres de la limite d'emprise.

- 3 - Le long des autres voies, toute construction doit être implantée à une distance minimale de 6 4 mètres de la limite d'emprise des voies existantes ou futures.

Dans le cas d'une voie nouvelle débouchant sur une voie repérée au document graphique, l'alinéa 1 s'applique.

- 4 - D'autres implantations que celles prévues ci-dessus sont possibles :

- 4.1. Dans les opérations d'ensemble mais uniquement sur les voies internes nouvelles et dans la mesure où elles contribuent à une amélioration de la composition du plan de masse.  
Le permis de construire ou de lotir devra préciser les nouvelles implantations.

- 4.2. Par rapport aux emprises publiques autres que voirie, les constructions sont implantées soit à 3 mètres minimum des limites des emprises soit à l'alignement à condition que la construction ne dépasse pas une hauteur de 2,20 mètres, mesurée sur la sablière ou à défaut au dernier plafond. La longueur de la construction en alignement ne doit pas dépasser 8 mètres.  
La construction en limite des emprises publiques, autre que voirie, est admise uniquement pour le mur pignon ou le mur de façade sous sablière.

- 4.3. Pour les constructions déjà existantes ne respectant pas l'alignement ou le recul évoqué aux alinéas précédents, tout projet d'extension, de réaménagement, ou de surélévation sera autorisé en conservant l'alignement existant à condition que ceci ne présente pas de risque pour la circulation.

- 4.4. Des implantations avec un retrait différent peuvent être admises en fond de parcelle, au vu d'un plan-masse et dans le respect des articles UA 7 et UA 8, pour permettre la réalisation de constructions supplémentaires au bâtiment principal .

- 4.4.5 Pour tenir compte de la présence d'arbres de qualité remarquable.

- 5 - Les piscines doivent être implantées à une distance minimale de 2 mètres de la limite des emprises publiques et voies privées. Cette distance est calculée à partir de la fosse.



## **ARTICLE UA 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

- 1 - Toute construction doit être implantée à une distance des limites séparatives de l'unité foncière au moins égale à la moitié de sa hauteur et jamais inférieure à 3 mètres.
- 2 - Toutefois, le long des voies avec prescriptions signalées au document graphique par une légende spécifique, **le long de l'avenue de Cugnaux, le long du boulevard des écoles sur sa partie couverte par l'orientation d'aménagement des Bergeronnettes**, dans une bande de 15 mètres maximum comptée à partir de l'alignement ou des retraits évoqués en U A 6, toute construction doit être implantée sur toute sa hauteur (autorisée en U A 10) au moins sur une limite latérale.
- 3 - Des implantations autres que celles définies à l'alinéa 1 sont autorisées et en particulier au-delà de la bande de 15 mètres définie à l'alinéa 2 :
  - 3.1. En cas d'une construction existante sur le fonds voisin et implantée sur une limite séparative, la construction nouvelle peut être édifiée sur ladite limite, à condition que celle-ci s'inscrive dans la surface verticale déterminée par la construction existante.
  - 3.2. En limite séparative ou à 1 mètre maximum de celle-ci, à condition que la construction ne dépasse pas une hauteur de 2,50 mètres mesurée sur la sablière, et sans que la longueur totale de la construction, n'excède pas 8 mètres par limite séparative.  
Sur la limite séparative est admis uniquement le mur pignon ou le mur de façade sous sablière.
  - 3.3. Dans le cas d'opération d'ensemble, dans la mesure où elles contribuent à une amélioration du plan de masse. Le permis de construire ou de lotir devra préciser les nouvelles implantations.
- 4 - Les piscines doivent être implantées à une distance minimale de 2 mètres par rapport aux limites séparatives. Cette distance est calculée à partir de la fosse.

## **ARTICLE UA 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

- 1 - Définition : le niveau de base  
La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol naturel existant avant les travaux d'exhaussement ou d'affouillement du sol nécessaires pour la réalisation du projet.
- 2 - La hauteur maximale des constructions ne peut excéder 9 mètres mesurée au-dessus de la sablière ou à défaut **au dernier plafond sur acrotère**.
- 3 - Le long des voies avec prescriptions signalées au document graphique par une légende spécifique, la hauteur des constructions est comprise entre 6 mètres minimum et 9 mètres maximum, comptée sur la sablière ou à défaut **au dernier plafond sur acrotère. Dans le secteur couvert par l'orientation d'aménagement des Bergeronnettes, cette hauteur sera en compatibilité avec les indications portées dans ce document.**  
Il est à noter qu'en secteur UA a, la hauteur maximale définie ci-dessus ne devra pas dépasser **9 mètres** et deux niveaux sur rez-de-chaussée. Les surélévations des bâtiments existants (en cas de création d'un deuxième niveau sur rez-de-chaussée) devront être réalisées en léger retrait par rapport à l'alignement évoqué en U A 6 (alinéa 1).
- 4 - Cet article ne s'applique pas pour les équipements publics ou collectifs
- 5 - Des dépassements de hauteur pourront être admis pour des éléments de construction de faible emprise ou des ouvrages indispensables tels que cages d'escalier, cheminée, machinerie d'ascenseur, appareillage de climatisation. Ces ouvrages feront l'objet d'un traitement architectural en harmonie avec le bâtiment.

## → Objet 2-1 : Poursuivre la mise en œuvre des objectifs de mixité sociale

Cette prise en compte repose actuellement sur l'utilisation de l'ancien article L.123.2-d du code de l'urbanisme dans les zones UA, UB, UC, UD et AU. Cette disposition, intégrée dans l'article 2 des zones concernées, impose l'affectation d'au moins 25% de la surface hors œuvre nette (SHON) des opérations de construction de logements de plus de 400 m<sup>2</sup> à la réalisation de logements locatifs conventionnés bénéficiant d'un financement aidé de l'Etat.

### Ancien Article L123-2

Dans les zones urbaines ou à urbaniser, le plan local d'urbanisme peut instituer des servitudes consistant :

- a) A interdire, sous réserve d'une justification particulière, dans un périmètre qu'il délimite et pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement ; les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes sont toutefois autorisés ;
- b) A réserver des emplacements en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;
- c) A indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements ;
- d) A délimiter des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements locatifs qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Cette servitude, abrogée par la loi du 25 mars 2009 (loi Boutin), doit être remplacée par une nouvelle disposition réglementaire.

## → Dispositions proposées

La nouvelle disposition réglementaire proposée à l'article 2 des zones concernées, fait usage du nouvel article L 123-1 du code de l'urbanisme :

### Nouvel Article L123-1 (extrait)

.....  
Les plans locaux d'urbanisme comportent un règlement qui fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

A ce titre, ils peuvent :

.....  
16° Délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

A ce titre il est proposé, dans les zones UA, UB, UC, UD et AU, de remplacer le chapitre faisant référence à l'article L123-2-d du code de l'urbanisme par la disposition suivante :

En application de l'article L 123-1.16 du code de l'urbanisme, toute opération de plus de 400 m<sup>2</sup> de SHON incluant des logements devra :

- . affecter au minimum 25% de la Surface Hors Œuvre Nette (SHON) du programme de logements à du logement locatif conventionné, bénéficiant d'un financement aidé par l'Etat ;
- . proposer la variété des formes de financements possibles (PLAI, PLUS, PLS),
- . être en cohérence avec la charte de mixité et la programmation du Grand Toulouse

## → Objet 2-2 : Identifier un secteur de mixité sociale renforcée

La commune et le Grand Toulouse souhaitent que la disposition générale maintenue à travers l'objet 2-1 ci-dessus soit complétée par une disposition spécifique permettant d'identifier un secteur sur lequel l'exigence de réalisation de logement sociaux sera renforcée.

Ce secteur dit de mixité sociale renforcée est identifié sur la base des critères ci-dessous

Critères de 1 <sup>er</sup> niveau : proximité (cf. carte page 18)
→ 500 mètres d'un équipement scolaire primaire ou maternelle (distance permettant l'accès à pied à ces équipements)
→ 300 mètres d'un transport en commun (distance permettant l'accès à pied aux transports en commun, favorisant ainsi les liaisons vers les lieux d'emploi)
Critères de 2 <sup>ème</sup> niveau : adaptations spécifiques
→ Zonage : la disposition s'appliquera aux zones UA, UB, UC et AU qui couvrent le centre urbain le plus dense de la commune
→ Se situer hors ZAC de Las Fonces
Le taux de logements sociaux exigé à l'intérieur de la ZAC est déjà de 30%

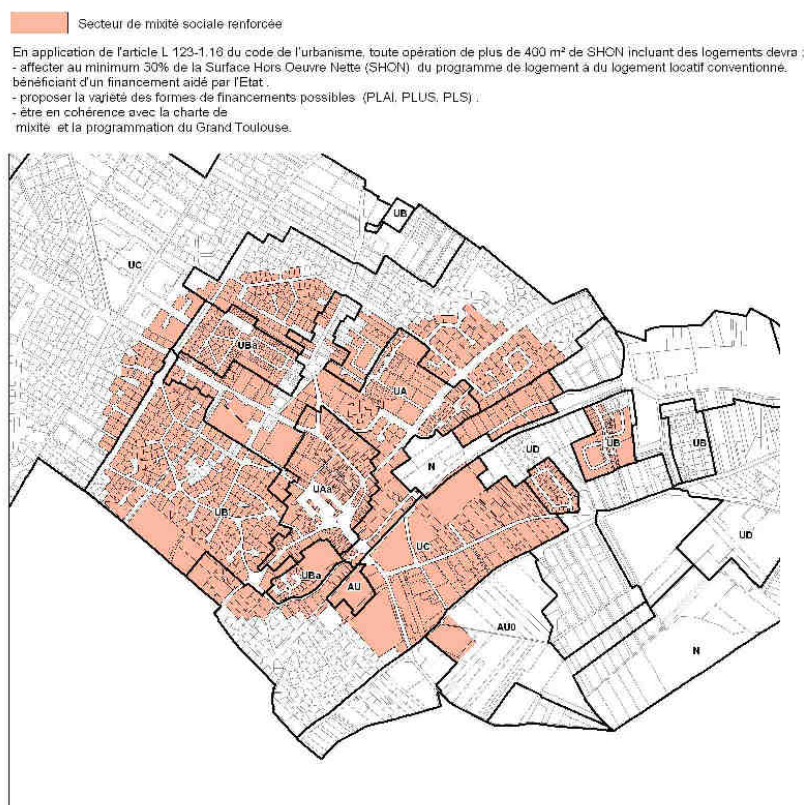
Remarque : Les parcelles répondant aux critères ci-dessus sont intégrées au périmètre dans leur intégralité lorsqu'elles sont concernées même partiellement par les critères de premier niveau.

Dans le secteur ainsi identifié, la part de logements sociaux exigée dans les opérations urbaines contenant des logements sera de 30%, comme à l'intérieur de la ZAC de Las Fonces. Ceci permet de renforcer l'offre de logements sociaux au sein de la commune, sur les territoires offrant les caractéristiques urbaines et fonctionnelles les plus favorables : accessibilité, niveau d'équipements et de services de proximité...

## → Dispositions proposées

### - Identification du secteur de mixité sociale renforcée sur le règlement graphique :

A partir de ces critères, un secteur est identifié, dont le contour fera l'objet d'un plan de localisation ajouté sur le règlement graphique.



- Intégration des dispositions propres à ce secteur dans l'article 2 des zones UA, UB, UC et AU

Dans l'article 2 de ces zones, le paragraphe faisant référence à l'article L123-1-16 du code de l'urbanisme tel que rédigé dans l'objet 2-1 ci-dessus, sera complété afin d'intégrer ces dispositions. Son premier alinéa sera rédigé ainsi :

[...]

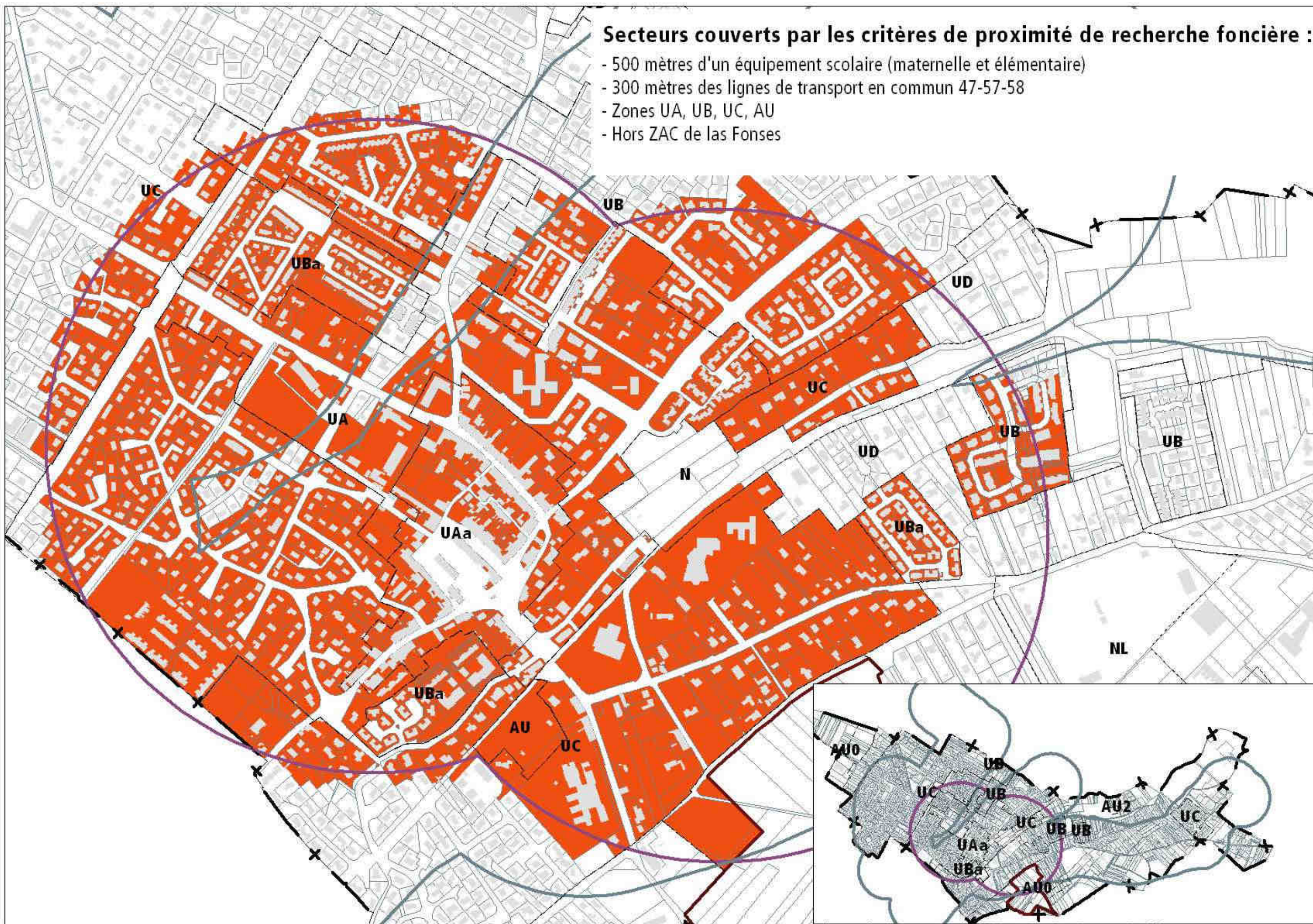
. affecter au minimum 25% de la Surface Hors Œuvre Nette (SHON) du programme de logements à du logement locatif conventionné, bénéficiant d'un financement aidé par l'Etat ; **Ce taux est porté à un minimum de 30% à l'intérieur du périmètre de mixité sociale renforcée identifié sur le plan de zonage du règlement graphique.**

[...]



### Secteurs couverts par les critères de proximité de recherche foncière :

- 500 mètres d'un équipement scolaire (maternelle et élémentaire)
- 300 mètres des lignes de transport en commun 47-57-58
- Zones UA, UB, UC, AU
- Hors ZAC de las Forses





**Objet 3-1 : Modifier l'aménagement des accès en impasse (article 3)**

L'article 3 tel que formulé actuellement dans les zones UA, UB, UC, UD et AU contraint le dispositif de retournement à se situer « dans la partie terminale ». Il est apparu dans certains cas qu'un emplacement médian était plus satisfaisant. Il est donc proposé de modifier cette règle.

**→ Dispositions proposées :**

La nouvelle disposition réglementaire proposée pour l'article 3 des zones citées précédemment et concernant les impasses sera rédigée ainsi :

**ARTICLE 3 : ACCES et VOIRIE**

[...]

Les voies nouvelles en impasse devront être aménagées ~~dans leur partie terminale~~ de façon que les véhicules, notamment ceux assurant la lutte contre l'incendie, la protection civile puissent ~~tourner faire demi tour~~.

[...]

**Objet 3-2 : Expliciter l'impossibilité de réaliser de nouveaux accès privés en zone N (article 3).**

En zone N, l'article 3 tel que rédigé dans le PLU approuvé peut être interprété, au travers de la mention « Néant », comme ne définissant pas de règle concernant les accès et voirie.

**→ Dispositions proposées**

La rédaction de cet article sera précisée, afin d'indiquer que cette règle est sans objet, puisque de nouveaux accès privés ne peuvent pas être créés.

L'article 3 de la zone N sera donc rédigé ainsi :

**ARTICLE N 3 - ACCES ET VOIRIE**

~~NEANT SANS OBJET~~

**Objet : Actualisation du schéma d'assainissement (articles 4 et 5)**

Suite à la desserte par le collecteur d'eaux usées de nouvelles zones, il apparaît qu'à ce jour, seul le secteur UD a n'est pas desservi par le réseau d'assainissement collectif. Il est donc nécessaire de modifier les articles 4 et 5 de la zone UD afin de prendre en compte cette évolution du réseau.

**→ Dispositions proposées**

Les nouvelles dispositions réglementaires proposées pour les articles 4 et 5 visent à n'autoriser et réglementer l'assainissement individuel que pour la zone UD a :

**ARTICLE UD 4 - DESSERTE ET ASSAINISSEMENT**

Alinéa 3-2 Eaux usées domestiques

[...]

~~Dans le secteur UD a, Toutefois, en l'absence de réseau collectif d'assainissement desservant l'unité foncière (en UD dans le cas de construction ne pouvant attendre l'arrivée du réseau ou en UD a) et seulement dans ce cas, l'assainissement individuel est autorisé.~~

[...]

**ARTICLE UD 5 - CARACTERISTIQUES DE L'UNITE FONCIERE**

~~Dans le cas où l'assainissement autonome est nécessaire~~ Dans le secteur UD a, la surface minimale de l'unité foncière des constructions nouvelles doit être ~~est~~ de :

- 1500m<sup>2</sup> lorsque le terrain peut être assaini par tranchées filtrantes,
- 2500 m<sup>2</sup> lorsqu'il y a rejet dans le milieu naturel ou puits d'infiltration.

**Objet 5-1 : Préciser la notion « d'emprises publiques autres que voirie » (article 6),**

Afin de sécuriser l'instruction des autorisations d'urbanisme, pour l'ensemble des zones, la notion d'emprises publiques autres que voiries sera remplacée par l'exposition des constructions ou aménagements qui la constituent.

**→ Dispositions proposées**

[...]

Par rapport ~~aux emprises publiques autres que voirie~~, aux espaces verts, aux pistes cyclables, chemins ou placettes piétonniers ou encore aux stationnements dissociés d'une voie publique, les constructions ~~sont~~ doivent être implantées soit à 3 mètres minimum des limites d'emprise soit à l'alignement à condition que la construction ne dépasse pas une hauteur de 2.50 mètres, mesurée sur la sablière (ou à défaut au dernier plafond) , 4.25 mètres au faîtage. [...]

**Objet 5-2 : Augmenter la longueur maximale des constructions à usage d'activité à l'alignement (article 6)**

Cette longueur sera portée de 10 mètres à 12 mètres afin d'être harmonisée avec les dispositions concernant les implantations en limites séparatives

**→ Dispositions proposées****ARTICLE 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES**

[...] La longueur de la construction en alignement ne doit pas dépasser 10 mètres, ~~excepté pour les constructions à usage d'activités, pour lesquelles cette longueur pourra atteindre 12 mètres.~~ La construction en limite des emprises publiques, autre que voirie, est admise uniquement pour le mur pignon ou le mur de façade sous sablière.  
[...]

**Objet 5-3 : Diminution du retrait par rapport aux voies en zone UA (article 6)**

La règle portée à l'article UA 6.3 avec pour valeur un recul des constructions à 6 mètres des voies, est une valeur excessive et non cohérente avec le caractère de la zone.

**→ Dispositions proposées****ARTICLE UA 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES**

[...]

Le long des autres voies, toute construction doit être implantée à une distance minimale de ~~6~~ 4 mètres de la limite d'emprise des voies existantes ou futures.

Dans le cas d'une voie nouvelle débouchant sur une voie repérée au document graphique, l'alinéa 1 s'applique.

[...]



## Objet : Diversifier les possibilités d'implantation des constructions en limite séparative (article 7)

Il s'agit d'une part de permettre l'implantation soit de murs de façades, soit de pignons sur la limite séparative, d'autre part de préciser que concernant les cas divers, les constructions seront implantées soit en limite séparative, soit à un mètre de cette dernière (y compris en l'absence de haie) et que les alinéas 1 et 2 de ce chapitre s'appliquent de façon conjointe .

### → Dispositions proposées

## **ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

[...]

**Des implantations autres que celles définies à l'alinéa 1 sont autorisées :**

1. En cas d'une construction existante sur le fonds voisin et implantée sur une limite séparative, la construction nouvelle peut être édifiée sur ladite limite, à condition que celle-ci s'inscrive dans la surface verticale déterminée par la construction existante.

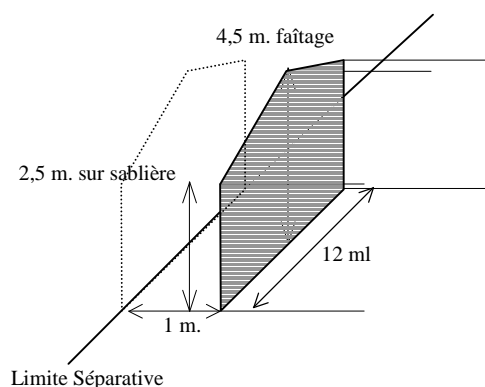
~~2. En limite séparative ou à 1 mètre maximum de celle-ci, s'il existe une haie et à condition que la construction ne dépasse pas une hauteur de 2,50 mètres mesurée sur la sablière ; 4.50 mètres au faîtage et sans que la longueur cumulée des constructions sur cette limite séparative, n'excède pas 12 mètres par limite séparative.~~

~~Sur la limite séparative est admis uniquement le mur pignon ou le mur de façade sous sablière.~~

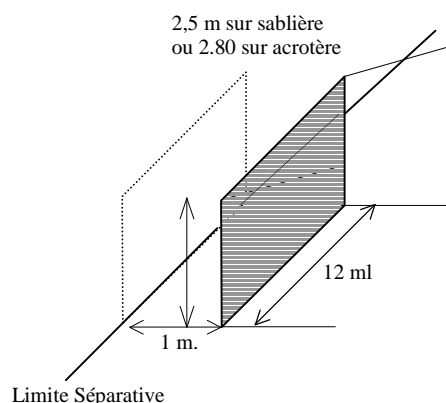
~~En limite séparative ou à 1 mètre de celle-ci, sous réserve du respect des conditions suivantes :~~

- ~~- dans le cas d'un mur pignon que sa hauteur n'excède pas 2,50 mètres mesurée sur la sablière et 4.50 mètres au faîtage, dans le cas d'un mur de façade que sa hauteur n'excède pas 2,50 mètres mesurée sur la sablière ou 2.80 mètres sur acrotère~~
- ~~- La longueur cumulée des constructions sur cette limite séparative, n'excèdera pas 12 mètres par limite séparative (non compris les constructions autorisées en application du paragraphe précédent).~~

[...]



Pignon



Façade sous sablière ou acrotère

**Objet : Harmoniser la règle définie à l'article 8 des zones UE et AU avec les autres zones****→ Dispositions proposées**

Afin de renforcer ainsi la cohérence du règlement écrit du PLU, l'article 8 des deux zones citées ci-dessus sera rédigé comme suit :

**ARTICLE UE 8 -IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR LA MEME PROPRIETE**

~~Deux constructions non contiguës implantées sur une même unité foncière doivent l'être de façon telle que la distance les séparant soit au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé et jamais inférieure à 4 mètres pour les bâtiments à usage d'habitation et 6 mètres pour les autres bâtiments.~~

Dans tous les cas, les constructions non contiguës implantées sur une même unité foncière, doivent l'être de telle sorte que soit aménagé entre elles un espace suffisant pour permettre l'entretien des marges d'isolement et des constructions elles-mêmes, et, s'il y a lieu, le passage et le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie et autres moyens de secours ou d'urgence ainsi que de bonnes conditions d'éclairement, de salubrité, de sécurité, etc.

**ARTICLE AU 8 -IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR LA MEME PROPRIETE**

~~Deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété devraient l'être de façon telle que la distance les séparant, soit au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus élevé et jamais inférieur à 4 mètres.~~

Dans tous les cas, les constructions non contiguës implantées sur une même unité foncière, doivent l'être de telle sorte que soit aménagé entre elles un espace suffisant pour permettre l'entretien des marges d'isolement et des constructions elles-mêmes, et, s'il y a lieu, le passage et le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie et autres moyens de secours ou d'urgence ainsi que de bonnes conditions d'éclairement, de salubrité, de sécurité, etc.

**Objet 8-1 : Diversifier les possibilités de constitution des clôtures (article 11)**

Dans la formulation actuelle de l'article 11, pour les clôtures sur voies et emprises publiques, la hauteur est limitée à 1,60 mètres et il n'est pas possible qu'elles soient constituées d'une grille ou d'un grillage directement posé en limite séparative. L'objectif est de permettre ce mode de clôture et d'autoriser une hauteur de clôture plus élevée en limite de certaines emprises publiques afin de permettre aux riverains de se protéger des nuisances issues des activités qui y sont pratiquées.

**→ Dispositions proposées**

Pour toutes les zones concernées, l'article 11 sera rédigé ainsi :

**ARTICLE 11 - ASPECT EXTERIEUR**

[...]

« Les clôtures sur voies et emprises publiques (~~sur alignement et sur la profondeur de la marge de recul~~), ne peuvent dépasser 1,60 mètre et doivent être constituées, ~~soit~~ :

- . soit par un mur plein enduit ~~lissé~~ sur les deux faces,
- . ~~soit par des haies vives doublées ou non d'un grillage,~~
- . ~~par un dispositif de type rambarde.~~
- . soit par des grilles ou grillage,
- . soit par un mur-bahut d'une hauteur maximum de 0,60 mètres, surmonté d'un dispositif à claire voie (rambarde de bois, grilles, ...). »

~~Les murs bahuts, s'ils existent doivent être d'une hauteur maximum de 0,60 mètre.~~

Toutefois pour les emprises publiques telles qu'espaces verts, pistes cyclables, chemins piétonniers ou placettes piétonnières et stationnements dissociés d'une voie publique, la hauteur pourra être de 1.80 m.

**Objet 8-2 : Autoriser l'implantation des dispositifs liés à la production d'énergie renouvelable (article 11)**

Pour cela, un nouveau chapitre sera inséré dans l'article 11 pour toutes les zones, formulé ainsi :

**Dispositifs liés à l'utilisation de l'énergie renouvelable.**

Ils sont autorisés et tout projet entrant dans ce cadre doit comporter l'étude précise de ces ouvrages et une présentation du traitement envisagé. Ces dispositifs concernent notamment les panneaux ou capteurs solaires, les toitures végétalisées, ...

### Objet 9-1: Préciser les règles de stationnement pour les commerces et les bureaux en zone UA et UB (articles 12)

L'objectif est de ne pas contraindre l'implantation de petits commerces (dits de proximité) ou de bureaux dans le centre ville.

#### → Dispositions proposées

Pour cela, un nouveau paragraphe sera inséré à l'article 12 des zones UA et UB, à la suite des dispositions contenues dans les chapitres concernant les bureaux et les commerces. Il sera formulé ainsi :

#### En zone UA :

##### 1.2. Bureaux

Il est exigé une place de stationnement pour ~~40~~ 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher hors œuvre nette.

Cette mesure ne s'applique qu'à partir de 240 m<sup>2</sup> de SHON dans les secteurs desservis directement par les parkings publics existants en nombre suffisant.

##### 1.3. Commerces

Il est exigé une place de stationnement pour ~~40~~ 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher hors œuvre nette. Pour les commerces de plus de 100 m<sup>2</sup> de surface de vente, il est exigé une place de stationnement pour ~~40~~ 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher hors œuvre, affectée à la vente.

Cette mesure ne s'applique qu'à partir de 240 m<sup>2</sup> de SHON dans les secteurs desservis directement par les parkings publics existants en nombre suffisant.

#### En zone UB :

##### 1.2. Bureaux

Il est exigé une place de stationnement pour ~~40~~ 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher hors œuvre.

Cette mesure ne s'applique qu'à partir de 240 m<sup>2</sup> de SHON dans les secteurs desservis directement par les parkings publics existants en nombre suffisant.

##### 1.3. Commerces

Pour les commerces de plus de 100 m<sup>2</sup> de surface de vente, il est exigé une place de stationnement pour ~~40~~ 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher hors œuvre, affectée à la vente.

Cette mesure ne s'applique qu'à partir de 240 m<sup>2</sup> de SHON dans les secteurs desservis directement par les parkings publics existants en nombre suffisant.

### Objet 9-2: Préciser le champ d'application des règles de stationnement des vélos et des deux roues

Dans l'article 12, pour toutes les zones dans lesquelles il est réglementé, il sera précisé que le chapitre concernant le stationnement des deux roues dans les immeubles d'habitation ne s'applique qu'aux groupes d'habitations et aux immeubles collectifs.

#### → Dispositions proposées

Ce chapitre sera modifié et rédigé ainsi :

~~Il est exigé une surface d'accueil des bicyclettes d'au moins 1 m<sup>2</sup> par logement de moins de 3 pièces et une surface de 1,5 m<sup>2</sup> par logement de 3 pièces et plus.~~

Pour les constructions de plus de 300 m<sup>2</sup> de SHON, un emplacement nécessaire au stationnement des 2 roues doit être prévu à raison de 2% de la SHON, avec un minimum de 10 m<sup>2</sup> d'un seul tenant

**Objet : Réduction des obligations de création d'espaces verts (article 13)**

Pour l'ensemble des zones le pourcentage d'espaces verts exigés lorsqu'il y a de l'activité économique sera réduit afin de ne pas pénaliser l'installation de nouvelles activités économiques et de favoriser une plus grande diversité.

De plus, dans le secteur UBa, constitué d'un parcellaire de petite taille et limitrophe à la zone UA, il est proposé afin de favoriser sa densification, de ne plus exiger de valeur minimale d'espaces verts.

**→ Dispositions proposées**

Ainsi, dans la zone UB (hors UBa), UC et UD, à l'article 13, le chapitre concernant les « espaces libres et espaces verts à créer » sera complété par un paragraphe précisant que dans le cas de constructions destinées à des activités économiques, la part de l'unité foncière à traiter en jardin planté ou gazonné sera réduite à 15%. Ce paragraphe sera formulé ainsi :

**Cette valeur sera ramenée à 15% pour les activités économiques.**

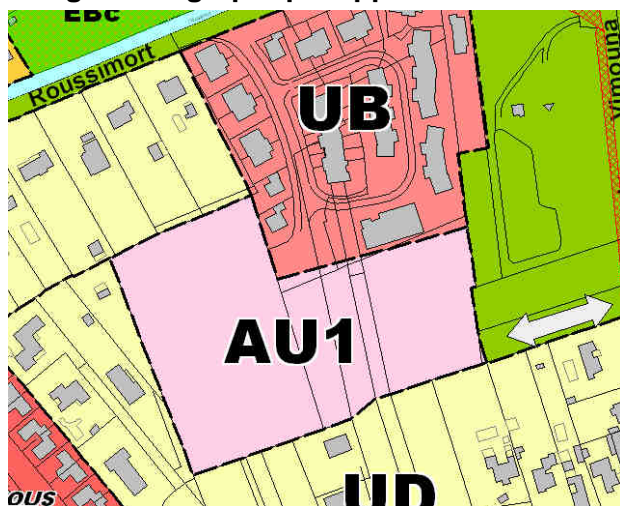
Pour la zone UB, afin de préciser que le secteur UBa n'est pas concerné par l'obligation de création d'espaces verts, sera intégrée dans le chapitre intitulé « espaces libres et espaces verts à créer » la mention suivante :

**En UBa : Néant**

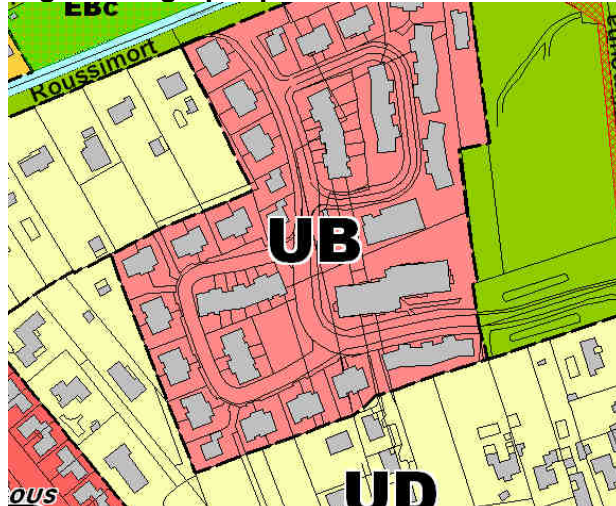
### Objet 11.1: Intégration de la zone AU1 dite de Bouyerous en zone U

Ce changement fait suite à l'aménagement de la zone concernée

#### → Règlement graphique opposable



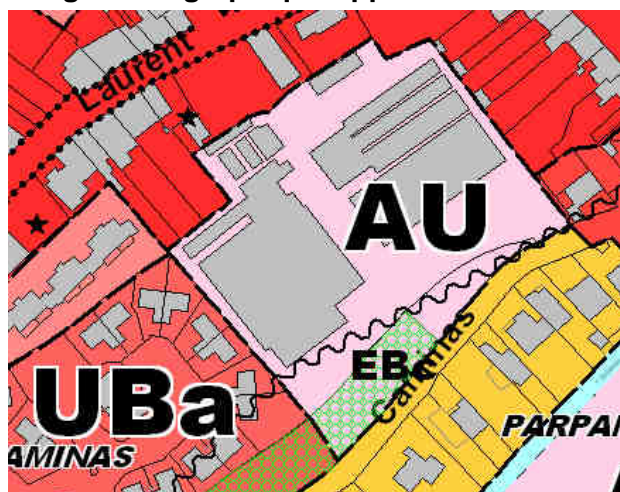
#### Règlement graphique modifié



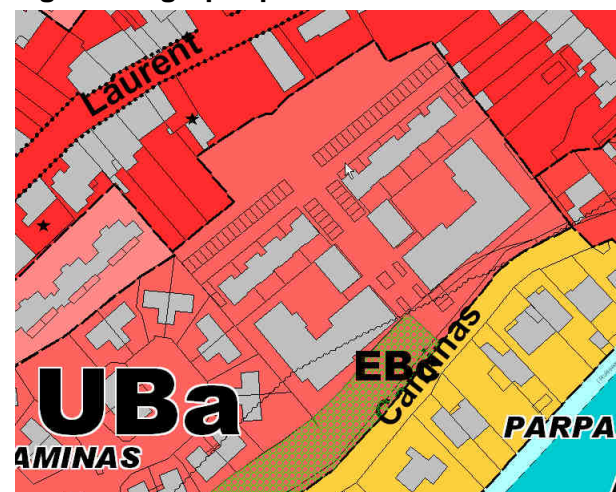
### Objet 11.2 : Intégration de la zone AU dite de Caminas en zone U

Ce changement fait suite à l'aménagement de la zone concernée

#### → Règlement graphique opposable



#### Règlement graphique modifié





### Objet 11.3 : Transfert d'une parcelle de la zone AU à la zone UC

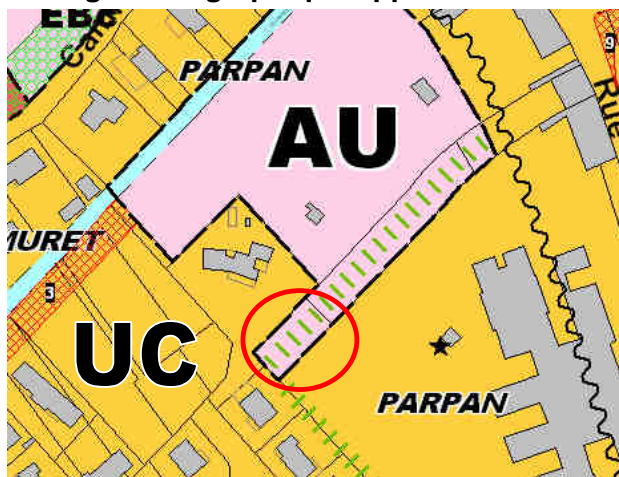
Il apparaît que cette parcelle, compte tenu :

- de sa forme et de ses dimensions (moins de 400 m²),
- du schéma de desserte de la zone AU dite de « Parpan » porté par l'orientation d'aménagement

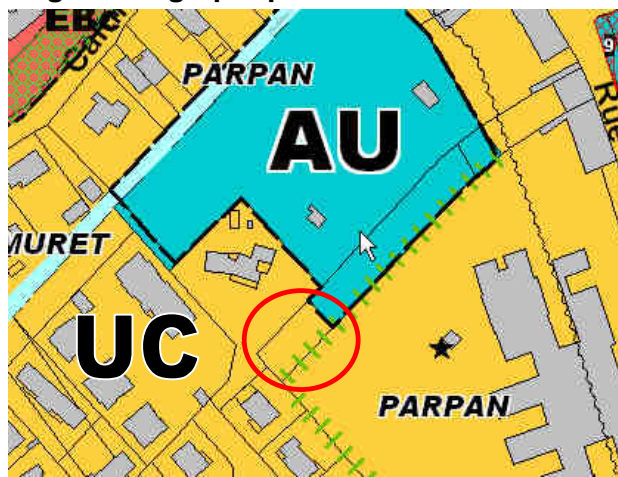
ne sert pas le futur projet d'ensemble sur cette zone AU.

Il est donc proposé de l'intégrer à la zone UC limitrophe

#### → Règlement graphique opposable



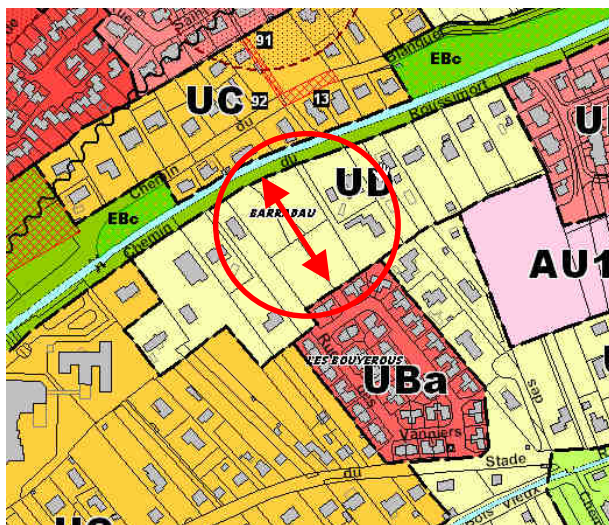
#### Règlement graphique modifié



Point 12

### Objet 12-1 : Suppression d'une orientation d'aménagement

Suite à la réalisation du projet, l'orientation d'aménagement du secteur BARRADAU : « Liaison piétonne et cycle à prévoir entre le Chemin du Roussimort et la rue des Vanniers. Tracé de principe. » est supprimée





## Objet 12-2 : Identification des secteurs faisant l'objet d'une orientation d'aménagement sur le règlement graphique

Dans un souci d'efficacité accrue des instructions d'autorisations d'urbanisme, les secteurs sur lesquels l'aménagement urbain est encadré par une orientation d'aménagement, feront l'objet d'un repérage légendé sur le plan de règlement graphique.

Les secteurs concernés sont : CAMINAS, PARPAN, PAYREAU, BAISSERRE, BERGERONNETTES.

Point 13

## Objet 13-1 : Suppression de l'emplacement réservé n°31

Cette suppression fait suite à l'acquisition par la commune du foncier pour la création d'un cheminement piétons cycles entre la rue du Stade et le Chemin du Cezerou.

### → Règlement graphique opposable



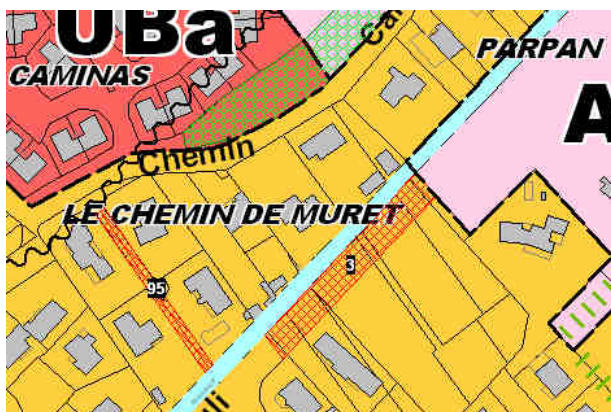
### Règlement graphique modifié



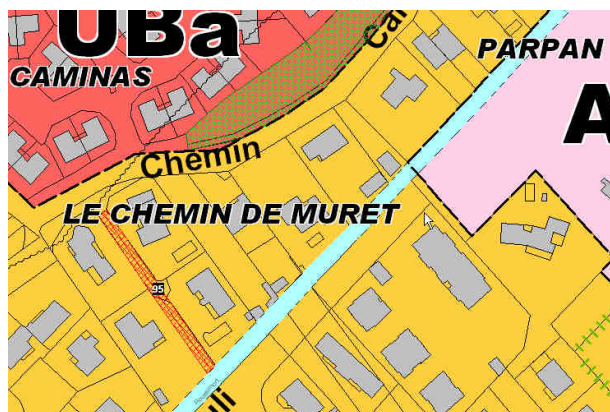
## Objet 13-2 : Suppression de l'emplacement réservé n°3

Cette suppression de l'emplacement réservé n°3 destiné à la création d'une liaison le long du Roussimort fait suite à la réalisation du projet

### → Règlement graphique opposable



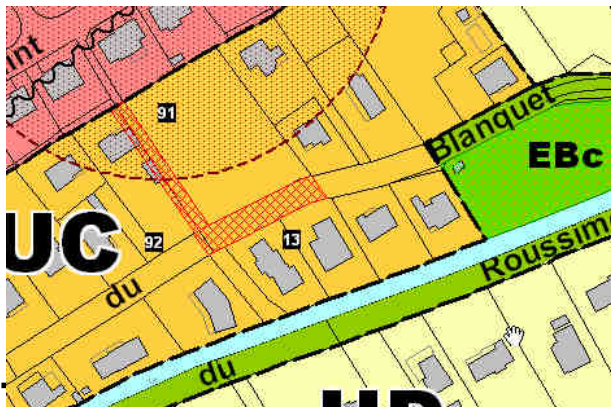
### Règlement graphique modifié



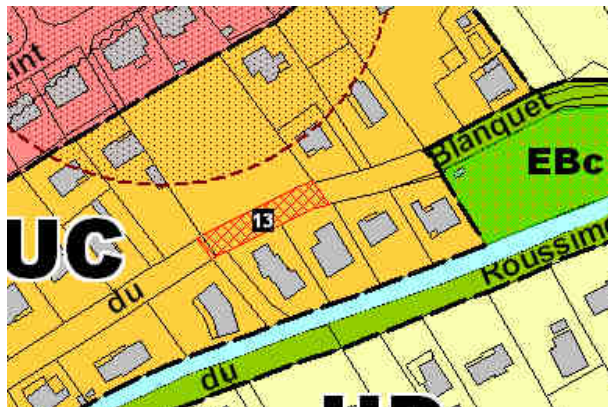
### Objet 13-3 : Suppression des ER n°91 et n°92

L'ER n°91 des eaux pluviales et des eaux usées et l'ER n°92 destiné à des aménagements pour la gestion de l'eau potable sont supprimés suite à la signature de conventions entre les propriétaires fonciers et la Communauté Urbaine du Grand Toulouse

#### → Règlement graphique opposable



#### Règlement graphique modifié



Point 14	
----------	--

### Objet 14-1 : Modification du bénéficiaire de l'ER n°1

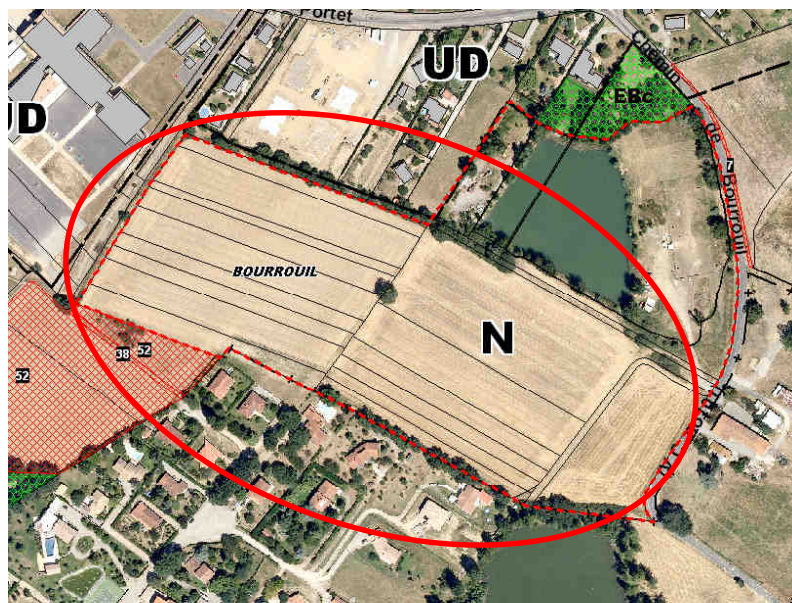
L'ER n°1 est destiné à la réalisation de la voirie du canal Saint-Martory est au bénéfice du SIVOM de la Saudrune.

Suite à la transformation de la communauté d'agglomération du Grand Toulouse en Communauté Urbaine et aux transferts de compétences qui l'ont accompagnée, le bénéfice de cet emplacement réservé est transféré à la Communauté Urbaine du Grand Toulouse (CUGT)



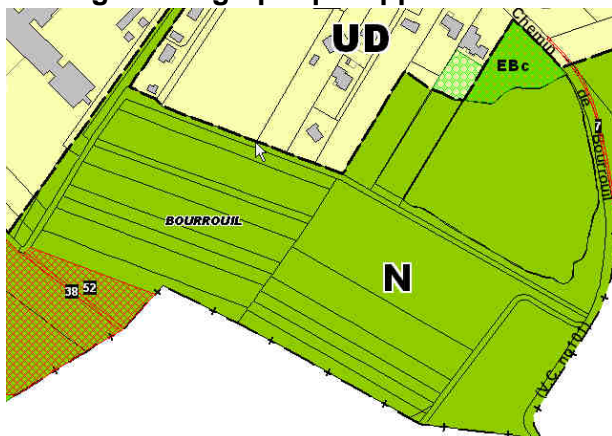
## Objet 14-2 : Extension de l'ER n°52

La commune souhaite prolonger l'espace vert de détente et de loisirs du « Bois Vieux ».

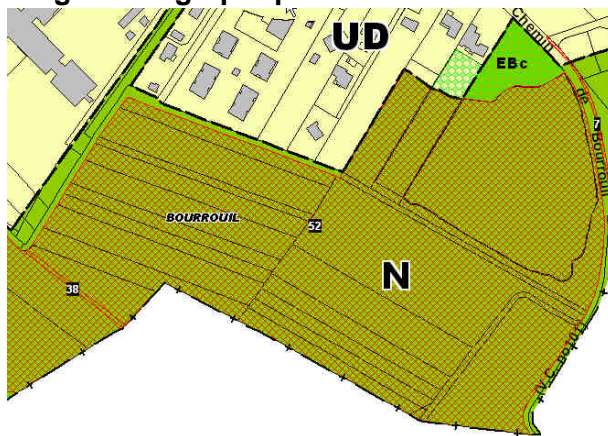


Pour cela elle propose d'étendre l'emplacement réservé n°52 sur l'ensemble foncier indiqué ci-dessus.

### → Règlement graphique opposable

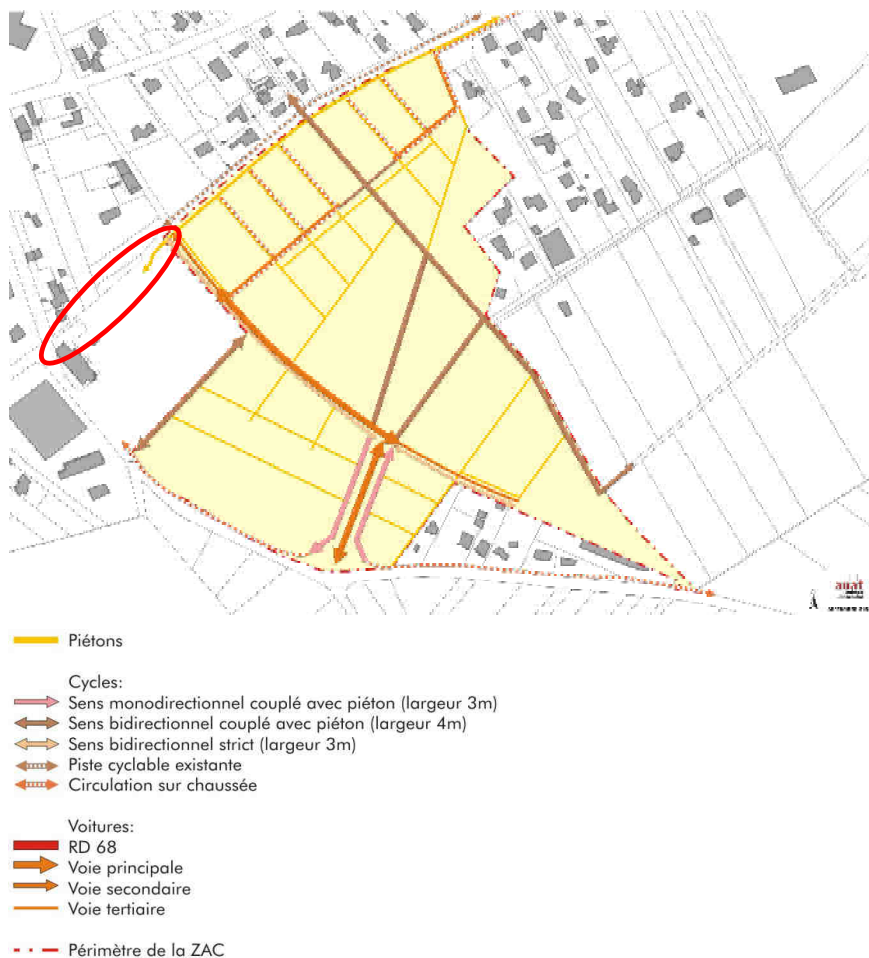


### Règlement graphique modifié

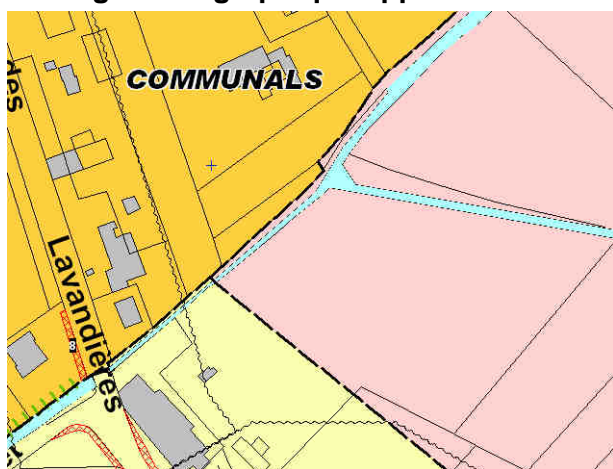


➔ **Objet : Création d'un emplacement réservé pour la réalisation d'une liaison cyclable vers la future ZAC de Las Forses**

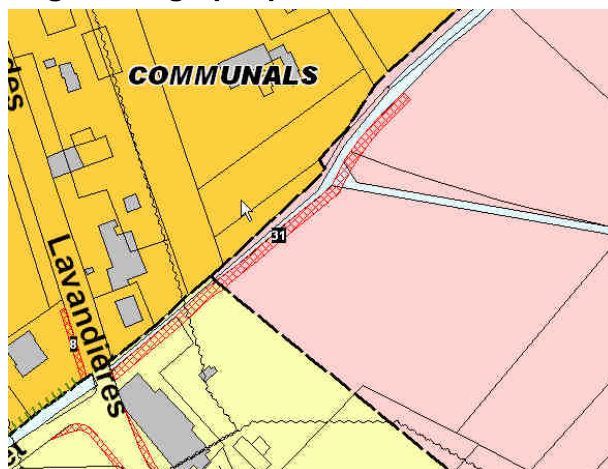
Principe de desserte fonctionnelle de la ZAC.



➔ **Règlement graphique opposable**



**Règlement graphique modifié**

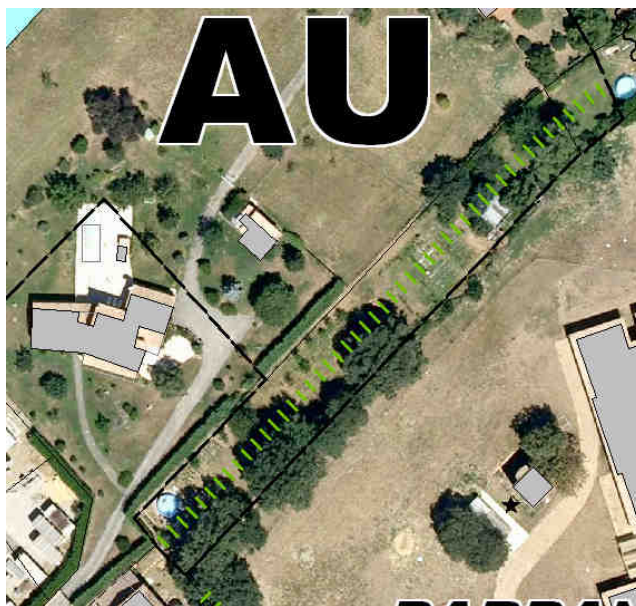




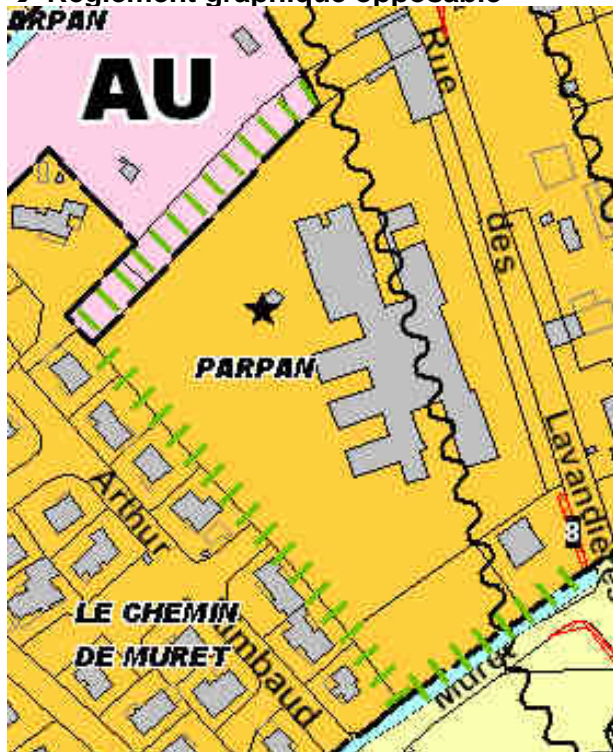
**Objet : Correction d'une erreur matérielle pour repositionner l'alignement d'arbres en limite de l'IME**

Cet alignement positionné dans le règlement graphique à l'intérieur de la zone AU se situe en fait sur sa bordure extérieure comme en atteste l'image ci-dessous.

Le plan du règlement graphique sera donc corrigé afin de positionner correctement l'alignement d'arbres.



→ Règlement graphique opposable



Règlement graphique modifié



**Objet 17-1 : Prise en compte du Plan de Prévention des Risques Naturels**

Le Plan de Prévention des risques Naturels Sècheresse a été approuvé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2008.

**→ Dispositions proposées**

Il en sera fait mention dans les dispositions générales du règlement écrit et il sera intégré aux annexes du dossier de PLU

**Objet 17-2 : Prise en compte du Plan d'Exposition aux Bruits de l'Aérodrome de Toulouse Franczal**

Le Plan d'Exposition aux Bruits de l'aérodrome de Toulouse Franczal a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 juin 2008.

**→ Dispositions proposées**

Il en sera fait mention dans les orientations générales du règlement écrit et le tracé des courbes sera reporté sur le règlement graphique

**Objet 17-3 : Réglementation des démolitions**

Les démolitions de constructions sont soumises à permis de construire par délibération du Conseil Municipal du 18.10.2007

**→ Dispositions proposées**

Cette délibération sera mentionnée dans les dispositions générales du règlement graphique

**Objet : Réglementation des constructions dans l'emprise de la servitude I4**

La servitude I4 (Electrique ligne HT) liée à la présence d'une ligne à haute tension ne contraint pas la constructibilité, notamment pour l'habitat.

La commune et le Grand Toulouse souhaitent prendre en compte les risques sanitaires exprimés par diverses études et rapports. Il est donc proposé de limiter la constructibilité pour l'habitat, sur les secteurs concernés.

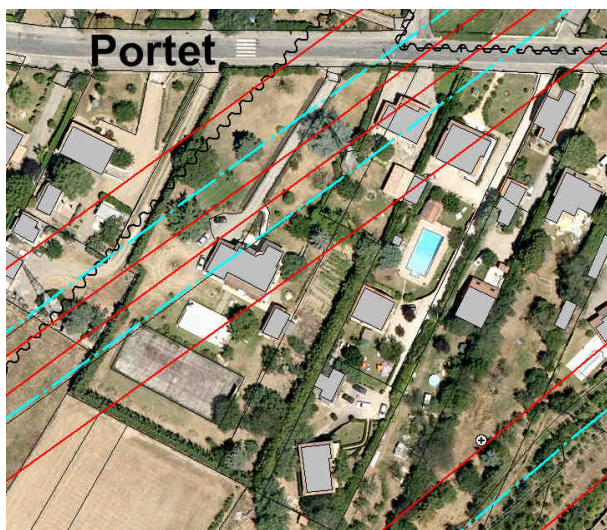
**→ Dispositions proposées**

Intégrer à l'article 2 de la zone UD: « implantation et utilisation du sol soumises à prescriptions particulières »

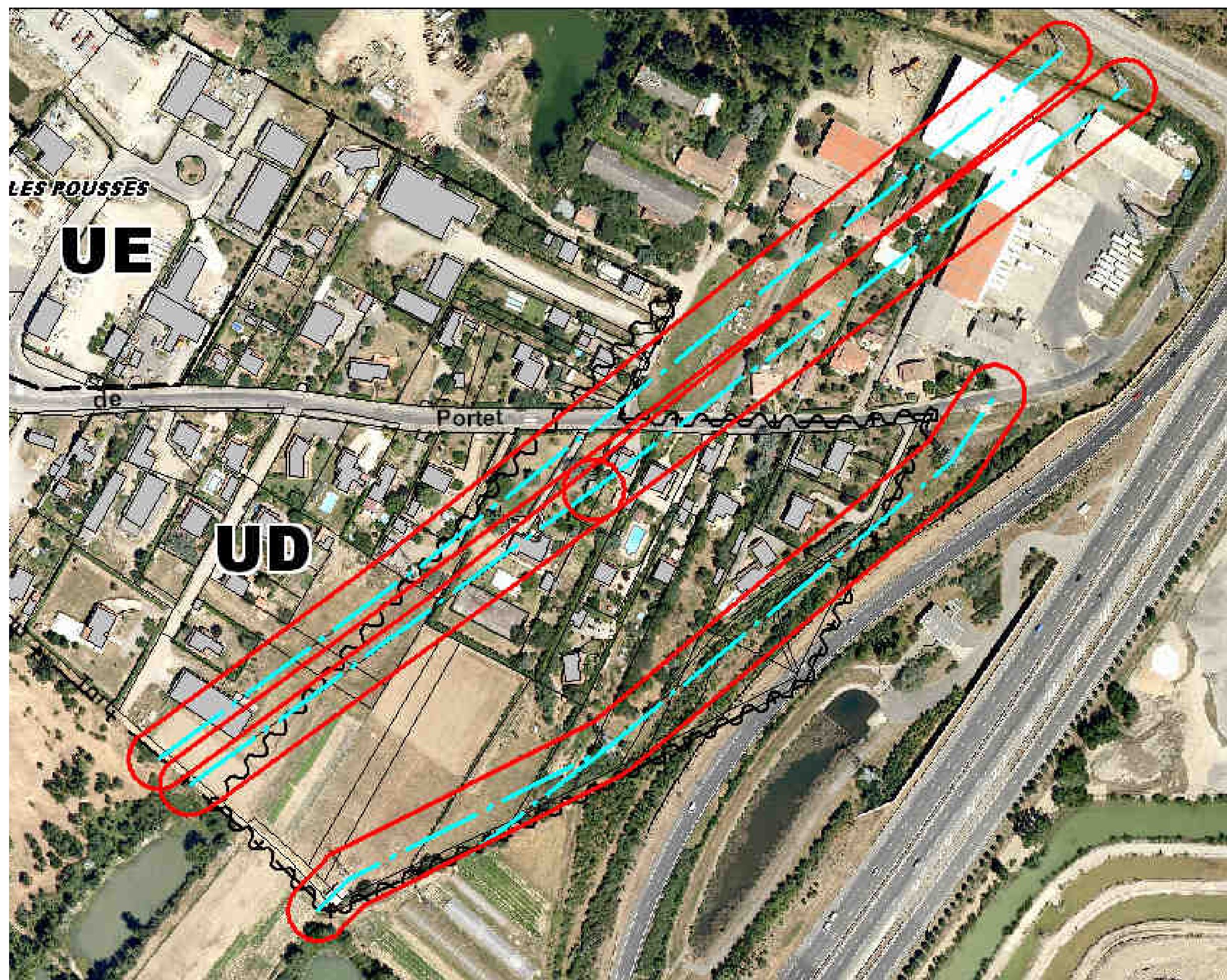
Pour les parcelles concernées par la servitude I4 :

**Implantations par rapport à la ligne haute tension**

À l'exception des bâtiments annexes (garages, abris de jardin ...) et des extensions des constructions existantes (à la date d'approbation du présent règlement) qui n'ont pas pour effet de créer de nouveau logement, les constructions nouvelles doivent être implantées avec un recul minimum de 15 mètres par rapport à la projection verticale au sol de l'axe de la ligne haute tension.



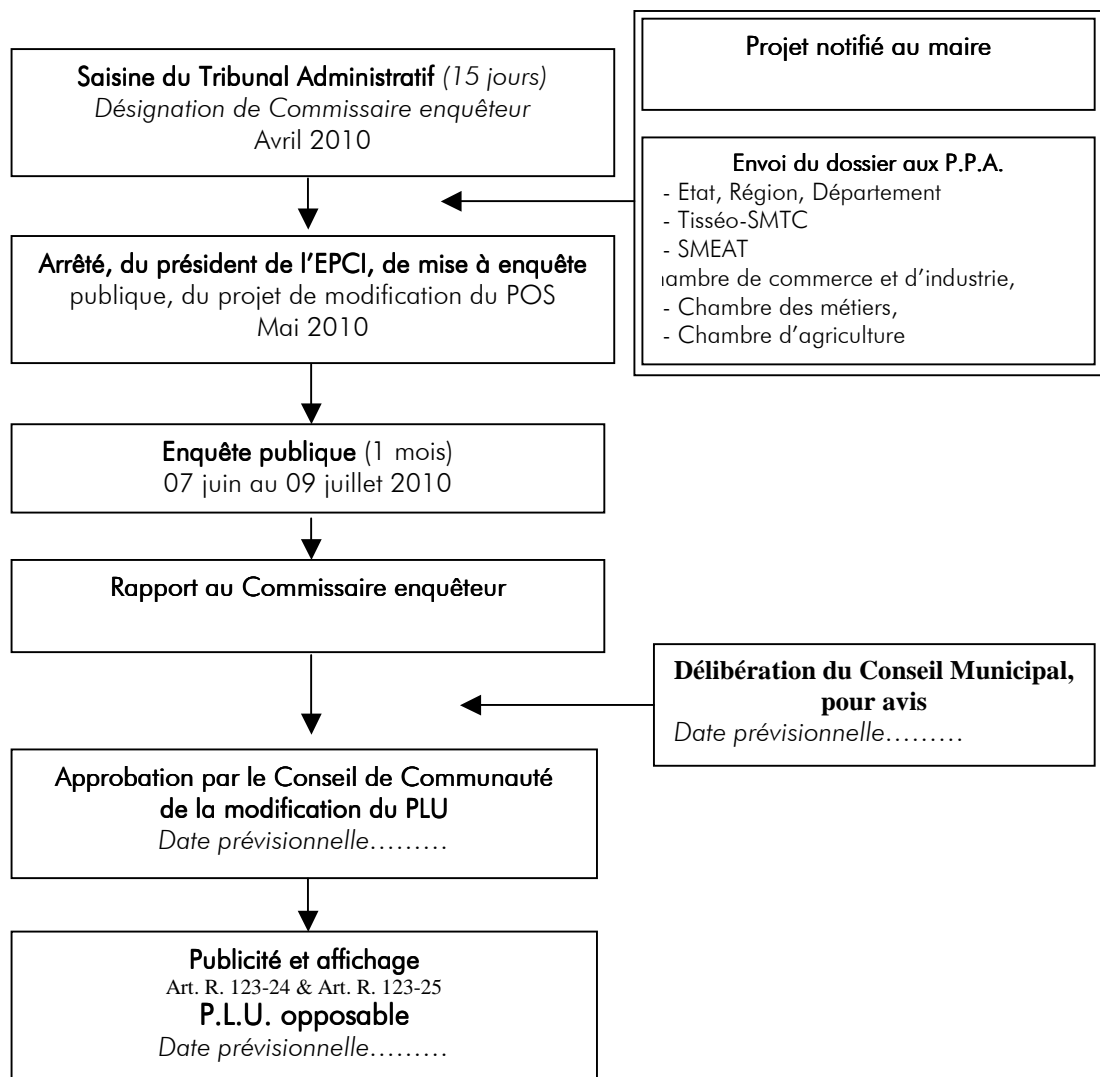






### 3 - La procédure

#### Les étapes de la procédure et le calendrier



**Le présent dossier de modification soumis à enquête publique comprend :**

- ① Les documents relatifs à la procédure
- ② La présente notice explicative
- ③ Le règlement graphique modifié
- ④ Le règlement écrit modifié

Ce dossier de modification du POS valant PLU. a été réalisé selon la procédure prévue par la loi S.R.U du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application. Il a été notifié avant le début de l'enquête aux personnes suivantes :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,  
Monsieur le Président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées,  
Monsieur le Président du Conseil Général de la Haute-Garonne,  
Monsieur le Président du S.M.E.A.T.,  
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse,  
Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,  
Monsieur le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,  
Monsieur le Président du S.M.T.C.

